

DECLARATION LIMINAIRE AU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 12/12/2016

Avignon, le 12 décembre 2016

La DGFIP connaît des problématiques communes à tous les fonctionnaires. Au-delà de nos exigences de voir l'abandon du PPCR ou de la RIFSEEP, dont nous dénonçons les dangers, nous demandons à ce que nos carrières soient aujourd'hui améliorées et notre rémunération revue à la hausse par la revalorisation réelle du point d'indice.

Au niveau de notre ministère, nous demandons à ce qu'un plan de qualification tenant compte de l'amélioration de la technicité des collègues soit proposé, et que les mesures catégorielles soient réellement utilisées au bénéfice des agents.

Nos représentants nationaux, lors du dernier comité technique de réseau, ont signifié au directeur général notre colère mais aussi notre refus de la mise en œuvre des lignes directrices. Elles n'ont d'autres conséquences que la mise à mal du service public et des droits et garanties des agents. Nous nous sommes d'ailleurs encore une fois largement mobilisés par la grève le 15 novembre dernier.

Ces éléments vous les connaissez, mais aujourd'hui nous vous interpellons pour vous demander comment vous entendez de nouveau justifier devant les agents de notre direction les nouvelles suppressions d'emplois ? Comment comptez-vous assumer devant les usagers la dégradation du service public qui ne leur est plus rendu de manière satisfaisante ?

Nous revendiquons :

- l'arrêt des suppressions d'emplois et le recrutement de collègues à la hauteur des conditions de bon exercice de nos missions
- l'arrêt des restructurations et le développement d'un réseau de proximité de pleine compétence
- le renforcement de toutes nos missions et l'abandon du projet de prélèvement à la source
- l'amélioration de nos rémunérations et l'arrêt de toutes les formes de rémunération aux mérites

La CGT déplore qu'une fois de plus, l'emploi ne fasse pas l'objet d'un CTL spécifique. C'est encore un signe de la dégradation globale du dialogue social à la DGFIP, au niveau national et local. Pour Bruno Parent, les organisations syndicales ne sont pas des partenaires mais des empêcheurs de restructurer en rond. La CGT condamne fermement les restrictions prévues sur les droits des élus, que ce soit en CAP ou pour les autres instances représentatives et pèsera de tout son poids pour en empêcher l'application.

Comme nous l'avons déjà dit au dernier CHSCT qui traitait de la création du nouveau service de l'enregistrement, nous tenons à vous signifier notre opposition à ce projet. Nous ne nous résignons pas au recul permanent du service fiscal et comptable de proximité. Le cadre national ne vous oblige pas à supprimer les implantations de l'enregistrement à Carpentras et à Cavaillon. Rien ne vous force non plus à intégrer cette mission au SPF, qui tôt ou tard, chacun le sait, l'absorbera en totalité.

Cette opération se traduit par la centralisation de toute la mission de l'enregistrement à Avignon. Une 1ère phase de concentration a vu sa disparition d'Apt et d'Orange, une fois de plus au détriment du service public.

Nous avons bien compris que, malgré notre opposition, ce nouveau service verra le jour. Nous tenons donc à dénoncer les conditions dans lesquelles vous voulez le mettre en place.

Le niveau d'emploi est très insuffisant. Le projet d'implantation du SPFE à la cité administrative, tel qu'il a été présenté au dernier CHSCT est clairement sous-dimensionné, notamment en terme d'accueil.

Ce projet s'inscrit dans un contexte d'emploi catastrophique et sur fond d'une insécurité juridique inacceptable au niveau des règles gestion. En effet, à ce jour, on ignore encore si les collègues concernés sur Avignon seront contraints, ou pas, de suivre la mission.

Concernant les suppressions d'emploi, la constance de nos gouvernements successifs à saigner notre administration ne se dément pas. Malgré le désarroi des collègues, la dégradation des missions et le sentiment d'abandon des usagers, la DGFIP reste la principale pourvoyeuse de suppression d'emplois dans la fonction publique d'État. Mieux, malgré le prélèvement à la source, qui, lors de sa mise en place, va générer un surcroît de travail énorme (Bruno Parent lui-même le reconnaît), le rythme est à peine ralenti.

Les emplois qui vont disparaître dans notre département vont contribuer à affaiblir les postes et services et dégrader encore notre vie professionnelle, familiale, mais aussi notre santé.

Comme d'habitude, les documents qui ont été communiqués aux représentants du personnel avant le comité technique local du 12 décembre sur le sujet, ne sont qu'un faux-semblant. Les justifications technocratiques (correctif opérationnel, MAGERFIP, contributions proportionnelles,...) prêteraient à rire si notre avenir n'était pas en jeu.

Dans ces conditions, la CGT refuse de débattre de la répartition des six suppressions d'emplois que subit notre direction.